

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

COUR D'ARBITRAGE

F. 99 — 748

[C - 99/21098]

Arrêt n 31/99 du 10 mars 1999

Numéro du rôle : 1581

En cause : la demande de suspension de l'article 245 et du nombre « 245 » dans l'article 260, alinéa 1^{er}, de la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux, introduite par A. Vander Zwalmen.

La Cour d'arbitrage,

composée des présidents M. Melchior et L. De Grève, et des juges H. Boel, L. François, J. Delruelle, H. Coremans et M. Bossuyt, assistée du greffier L. Potoms, présidée par le président M. Melchior,

après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant :

I. *Objet de la demande*

Par requête adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 5 janvier 1999 et parvenue au greffe le 6 janvier 1999, une demande de suspension de l'article 245 et du nombre « 245 » dans l'article 260, alinéa 1^{er}, de la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux (publiée au *Moniteur belge* du 5 janvier 1999) a été introduite par A. Vander Zwalmen, demeurant à 1650 Beersel, Diepenbeemd 39.

Le requérant demande également l'annulation des mêmes dispositions légales.

II. *La procédure*

Par ordonnance du 6 janvier 1999, le président en exercice a désigné les juges du siège conformément aux articles 58 et 59 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage.

Les juges-rapporteurs ont estimé n'y avoir lieu de faire application des articles 71 ou 72 de la loi organique.

Par ordonnance du 13 janvier 1999, la Cour a fixé l'audience au 17 février 1999 et a dit que les autorités qui interviennent dans cette procédure disposeront d'un délai de 21 jours pour introduire des observations écrites qui devraient notamment exposer les raisons qui justifient ou du moins expliquent, non pas, en soi, la nécessité de faire entrer en vigueur dès la publication de la loi la mesure de mise à la pension d'office des officiers et agents judiciaires visés par la disposition attaquée, mais le fait qu'une telle nécessité ait été perçue dans le cas de ces agents et non dans celui des membres de la police communale et la différence de traitement qui résulte de ce fait.

La requête et l'ordonnance de fixation ont été notifiées aux autorités mentionnées à l'article 76 de la loi organique et la même ordonnance a été notifiée au requérant et à son avocat, par lettres recommandées à la poste le 15 janvier 1999.

Le Conseil des ministres a introduit des observations écrites par lettre recommandée à la poste le 8 février 1999.

A l'audience publique du 17 février 1999 :

- ont comparu :

. Me J. Putzeys, avocat au barreau d'Anvers, pour le requérant;

. Me R. Ergé *loco* Me P. Peeters et Me P. Traest, avocats au barreau de Bruxelles, pour le Conseil des ministres;

- les juges-rapporteurs L. François et H. Coremans ont fait rapport;

- les avocats précités ont été entendus;

- l'affaire a été mise en délibéré.

La procédure s'est déroulée conformément aux articles 62 et suivants de la loi organique, relatifs à l'emploi des langues devant la Cour.

III. *En droit*

- A -

Quant à l'intérêt du requérant

A.1.1. Le requérant a atteint le 30 juillet 1997 l'âge de soixante ans et est, par l'effet immédiat donné à la loi, pensionné d'office le 5 janvier 1999. Il entend ainsi prouver l'intérêt requis pour demander l'annulation des dispositions attaquées, en ce compris celle de l'alinéa 2 de l'article 245, qui lui serait applicable par l'effet de l'annulation de l'alinéa 1^{er}.

A.1.2. L'intérêt dont le requérant justifie est à la fois moral (voy. A.2) et pécuniaire car le préjudice peut être estimé à environ un quart des revenus; comme tout fonctionnaire prévoyant, il a pris des engagements financiers « de sauvegarde » (assurance-vie, emprunts, etc.), jusqu'à l'âge normal de la retraite, à savoir soixante-cinq ans. Or, la mesure attaquée ne prévoit aucune mesure transitoire et le prive, pour le calcul de sa pension, d'une durée d'activité de trois ans et sept mois.

Quant au préjudice grave difficilement réparable

A.2. Le préjudice matériel qui a été exposé sous A.1.2, tenant à une mise à la pension d'office sans aucun préavis, peut être réparé après annulation de la norme sous la forme d'une reconstitution de carrière et d'une prise en considération des années écoulées pour le calcul de la pension. Mais une « restitutio in integrum », à savoir replacer le requérant dans ses fonctions de commissaire général adjoint de la police judiciaire ou dans une fonction dirigeante équivalente dans la police fédérale, est impossible. Les emplois seront tous pourvus de titulaires, dont les nominations seront devenues définitives; le requérant, écarté de ses fonctions, n'aura plus l'autorité et l'expérience requises pour les reprendre, fût-ce par équivalence (les procédures de remplacement sont d'ailleurs déjà en cours). La suspension de la mesure s'impose pour permettre au requérant soit de continuer à exercer ses fonctions, soit d'être intégré selon des règles identiques applicables aux autres agents, dans la police fédérale.

Quant au moyen sérieux

A.3.1. L'article 245 de la loi du 7 décembre 1998, attaqué, doit entrer en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge* en vertu d'un arrêté royal non encore publié à ce jour. En imposant une mise à la retraite d'office à l'âge de soixante ans aux seuls agents qu'il vise, alors que la loi attaquée n'impose pas dès à présent de telles mesures aux autres membres de la police locale et de la police fédérale qui assurent le service de police intégré, l'article 245 précité viole les articles 10 et 11 de la Constitution.

A.3.2. L'article 245, alinéa 1^{er}, utilise les mêmes termes que ceux qu'un projet de loi antérieur prévoyait de donner à une disposition qu'il insérerait dans la loi du 7 avril 1919 instituant des officiers et agents judiciaires près les parquets. Ce projet visait à abaisser l'âge moyen des membres de la police judiciaire qui passent dans le corps opérationnel et, dans l'attente d'une fixation de l'âge de la pension de tous les membres du corps opérationnel de la police nationale, à harmoniser la situation personnelle des anciens membres de la police judiciaire avec les âges de la pension valables à la gendarmerie.

Tout en admettant que le législateur puisse tendre à un abaissement de l'âge moyen du corps opérationnel, le requérant fit valoir dans une (première) pétition à la Chambre des représentants que ce projet était discriminatoire, notamment en ce que les membres de la police judiciaire ne forment qu'une catégorie de membres du personnel transférés au corps opérationnel, et qu'est imposée à cette seule catégorie la mesure de la mise à la pension d'office. En effet, les membres du personnel d'autres services, plus précisément les membres de la gendarmerie (loi du 18 août 1923) et les membres du service de police (loi du 21 juillet 1844, article 1^{er} et la loi du 14 février 1961, article 115; pour les membres des polices communales, article 156 de la nouvelle loi communale) n'entrent pas en ligne de compte pour une mise à la pension d'office.

A.3.3. Le requérant fit également valoir que le projet ne prévoyait ni modalités d'accompagnement concernant les droits acquis et témoignant du souci d'adoucir les effets de la mesure critiquée ni élément de nature à démontrer ou présumer que les départs volontaires seraient en soi suffisants pour atteindre l'objectif recherché (voy. C.A., 39/97, du 14 juillet 1997, dans l'affaire B.R.T.N. où il était prévu que les membres du personnel pensionnés d'office bénéficiaient d'une bonification égale au nombre de mois écoulés entre leur mise à la retraite et le moment où ils atteignent l'âge de soixante-cinq ans).

A.3.4. Dans une (seconde) pétition à la Chambre des représentants introduite après le dépôt du projet de loi dont sont issues les dispositions attaquées, le requérant soutint que la mise à la pension d'office des fonctionnaires de la police locale à l'âge de soixante ans accomplis n'interviendra pas avant le 1^{er} janvier 2001; en revanche, les officiers et agents judiciaires ne seront jamais intégrés dans la police fédérale si, à la date de parution de la loi (1998), ils ont déjà atteint l'âge de soixante ans accomplis, ou y seront jusqu'à avoir atteint l'âge de soixante ans accomplis, avant le 1^{er} janvier 2001, ou l'auront atteint pendant la période s'étendant jusqu'à la date d'entrée en vigueur de la loi, au plus tard le 1^{er} janvier 2001.

A.3.5. Le requérant fit également valoir que le projet ne réglait pas le sort, avant l'âge de la pension définitive, des agents et officiers de la police judiciaire intégrés dans la police fédérale et n'ayant pas atteint l'âge de soixante ans accomplis au 1^{er} janvier 2001, ni celui des mêmes membres de la police judiciaire ne comptant pas au moins vingt-cinq années de services admissibles et qui pourront continuer à travailler jusqu'à l'âge de soixante-cinq ans. Ainsi, les officiers et agents ayant atteint l'âge de soixante ans, sans compter vingt-cinq années de services admissibles, et les membres des polices fédérale et locale seront pensionnés, en fonction des conditions d'âge et d'ancienneté propres à leurs statuts actuels, « à une date déterminée le 1^{er} janvier 2001 » (sic) et donc, en principe, avec une pension complète, par mesure transitoire qui devra être étudiée dans les deux ans à venir lors de l'examen des projets de statuts de la police fédérale par les organisations syndicales.

A.3.6. Le requérant fit encore valoir que, contrairement aux commissaires de la police judiciaire ayant un grade équivalent, les commissaires de brigade ne subissent pas la mesure critiquée (article 240 de la loi).

A.3.7. Ici encore, le requérant soutint qu'aucune mesure d'accompagnement n'était prévue, alors que les pensions des intéressés sont calculées sur une carrière exceptionnellement longue, le maximum ne pouvant être atteint qu'après l'âge de soixante ou soixante-cinq ans. Il ne s'agit pas, selon l'exposé des motifs, de « moderniser » la police judiciaire en préparation de son passage dans la police fédérale, mais d'éliminer ceux de ses cadres qui ont ou vont atteindre l'âge de soixante ans.

A.3.8. La discussion du projet de loi amena le ministre à justifier la différence de traitement critiquée : ses arguments tiennent à ce que seules quinze personnes, dont cinq officiers supérieurs, sont concernées (mais le principe d'égalité ne se mesure pas à la quantité) et à ce que, d'une part, les fonctionnaires âgés de plus de soixante ans ne sont plus aptes au service : ils ne sont plus susceptibles d'adaptation ou de changement et ne sont plus motivés et, d'autre part, l'harmonisation des régimes de pension s'impose dans le service concerné.

A.3.9. Pour apprécier l'argument tiré de l'harmonisation des régimes de pension, il faut, selon le requérant, tenir compte de ce qu'à la gendarmerie, la norme est de cinquante-six ans, sauf pour les chefs de corps, les lieutenants-généraux étant admis à la retraite à l'âge de soixante-deux ans (la volonté est ainsi bien exprimée de laisser la direction de la police fédérale entre les mains de la gendarmerie), et de ce que les agents intégrés dans la police fédérale (corps opérationnel) conservent les droits acquis à leur statut, dès lors, le cas échéant, à une fonction jusqu'à soixante-cinq ans. Quant au nouveau statut des membres de la police fédérale et de la police locale, les décisions sont encore à prendre. Il apparaît ainsi que les dispositions attaquées visent à régler immédiatement, sans mesure transitoire ni d'accompagnement, et sans concertation, le sort des quelques officiers de la police judiciaire, âgés de soixante ans. Le requérant pose la question de savoir si leur intégration au sommet de la hiérarchie pourrait gêner « l'intégration » dans la gendarmerie devenue police fédérale.

A.3.10. Selon le requérant, l'article 245 attaqué est la seule disposition portant sur le statut des agents « intégrés » qui entre en vigueur le jour de la publication de la loi au *Moniteur belge*. L'ensemble des mesures relatives aux autres agents de l'ensemble des corps de police ne devront être arrêtées, au plus tard, que le 1^{er} janvier 2001.

A.3.11. Selon le requérant, l'argument tiré de l'absence de motivation ou de faculté d'adaptation au changement ne peut susciter que l'indignation ou le sourire. Admettre une application générale et non discriminatoire de ce nouveau principe entraînerait un mouvement général dans les administrations et les corps juridictionnels et, mathématiquement à tout le moins, un rajeunissement des cadres.

- B -

B.1. Aux termes de l'article 20, 1^o, de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage, deux conditions de fond doivent être remplies pour que la suspension puisse être décidée :

- des moyens sérieux doivent être invoqués;
- l'exécution immédiate de la règle attaquée doit risquer de causer un préjudice grave difficilement réparable.

Quant à la loi du 7 décembre 1998

B.2. La loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux, prévoit la constitution d'une police locale (titre II, articles 9 et suivants) et d'une police fédérale (titre III, articles 92 et suivants). La police locale et la police fédérale sont l'une et l'autre composées d'un cadre opérationnel comprenant des fonctionnaires de police et d'un cadre administratif et logistique comprenant des membres du personnel qui ne sont pas

revêtus de la qualité d'agent de police administrative ou judiciaire (articles 116 à 118). L'article 119 de la loi prévoit que « le statut est le même pour tous les fonctionnaires de police, qu'ils appartiennent à la police fédérale ou à la police locale. La même règle vaut, par catégorie, pour les agents auxiliaires de police et pour le personnel du cadre administratif et logistique ».

Les articles 235 et 241 de la loi prévoient le transfert des membres de la police communale et d'agents qui leur sont assimilés à la police locale, et des membres de la gendarmerie et de la police judiciaire et d'agents qui leur sont assimilés à la police fédérale. Les articles 236 et 242 prévoient que ce personnel est soumis aux dispositions fixant le statut ou la position juridique pour l'ouverture du droit à la pension dans le secteur public, à l'exclusion des bonifications pour études et des autres périodes bonifiées à titre de services admis pour la fixation du traitement.

Quant aux dispositions attaquées

B.3. Les articles 245 et 260 de la loi du 7 décembre 1998 disposent :

« Art. 245. Les officiers et agents judiciaires qui, à la date d'entrée en vigueur du présent article, ont atteint l'âge de soixante ans accomplis sont pensionnés d'office à condition qu'ils comptent au moins vingt-cinq années de services admissibles pour l'ouverture du droit à la pension dans le secteur public, à l'exclusion des bonifications pour études et des autres périodes bonifiées à titre de services admis pour la fixation du traitement.

Durant la période débutant le jour de l'entrée en vigueur du présent article et se terminant à la date d'entrée en vigueur de l'article 241, les agents et officiers judiciaires sont pensionnés d'office le premier jour du mois qui suit la date à laquelle ils atteignent ou ont atteint l'âge de soixante ans et qu'ils remplissent la condition de services admissibles visée à l'alinéa précédent. »

« Art. 260. Les articles 1^{er}, 2, 5, 9, 121 à 127 et 130 à 133, 139, 141, 142, 197 et 198, 2^o, 3^o et 6^o, 245 et 258 entrent en vigueur le jour de la publication de la présente loi au *Moniteur belge*.

Jusqu'à la constitution de la police fédérale et des corps de police locale, les articles 122, alinéa 2, 123, 125, alinéas 2 et 3, 126, 127, alinéas 2 et 3, 130, alinéas 2 et 3, 131, alinéas 2 et 3, et 132 s'appliquent aux membres de la police communale, aux membres du corps opérationnel et de la catégorie de personnel de police spéciale de la gendarmerie, et aux officiers et agents de la police judiciaire près les parquets ainsi que, selon les distinctions prévues à l'article 133, aux agents auxiliaires de police de la police communale, aux militaires, aux militaires transférés et aux civils qui font partie du corps administratif et logistique de la gendarmerie, au personnel civil auxiliaire de la gendarmerie, au personnel auxiliaire de la police judiciaire près les parquets, au personnel statutaire et contractuel des parquets en service à la police judiciaire et au personnel contractuel du service général d'appui policier.

Pendant la période visée à l'alinéa 2, la compétence attribuée par l'article 126, § 2, est exercée selon les distinctions suivantes :

1^o par le ministre de l'Intérieur et le ministre de la Justice, conjointement, à l'égard des membres du corps opérationnel et de la catégorie de personnel de police spéciale de la gendarmerie, des militaires, des militaires transférés, des civils qui font partie du corps administratif et logistique de la gendarmerie, et du personnel civil auxiliaire de la gendarmerie;

2^o par le ministre de la Justice, à l'égard des officiers et agents de la police judiciaire près les parquets, du personnel auxiliaire de la police judiciaire près les parquets, et du personnel statutaire et contractuel des parquets en service à la police judiciaire;

3^o par le ministre de l'Intérieur et par le ministre de la Justice, conjointement, à l'égard du personnel contractuel du service général d'appui policier;

4^o par le bourgmestre, à l'égard des membres de la police communale et des agents auxiliaires de police de la police communale.

Le Roi détermine la date d'entrée en vigueur des articles 4, 6 à 8, 11, 38, 39, 41, 47 à 60, 65 à 90, 93, 94, 96, alinéa 2, 98, 106, 108, 128, 149, 247 et 257, laquelle ne peut être ultérieure au 1^{er} janvier 2000.

Le Roi détermine la date d'entrée en vigueur des autres articles de la présente loi, laquelle ne peut être ultérieure au 1^{er} janvier 2001. »

Quant à l'intérêt du requérant

B.4.1. La demande de suspension étant subordonnée au recours en annulation, la recevabilité du recours - notamment l'existence de l'intérêt légalement requis pour l'introduire - doit être abordée dès l'examen de la demande de suspension.

B.4.2. Le requérant, commissaire général adjoint de la police judiciaire, au service de laquelle il est entré le 5 septembre 1958, a atteint l'âge de soixante ans le 30 juillet 1997. L'examen limité de la recevabilité du recours en annulation auquel la Cour a pu procéder dans le cadre de la demande de suspension indique que le requérant justifie de l'intérêt requis à demander l'annulation de l'article 245, alinéa 1^{er}, de la loi du 7 décembre 1998 qui pensionne d'office, à la date à laquelle cette disposition a été publiée au *Moniteur belge*, à savoir le 5 janvier 1999, les officiers et agents judiciaires qui, à cette date, ont atteint l'âge de soixante ans accomplis et comptent au moins vingt-cinq années de services admissibles au sens de la loi attaquée.

Il en va de même de l'article 260, alinéa 1^{er}, de la loi attaquée en tant qu'il met en vigueur l'article 245, alinéa 1^{er}, et y est donc indissolublement lié.

B.4.3. L'article 245, alinéa 2, de la loi attaquée prévoit, durant la période se situant entre le 5 janvier 1999 et la date de la constitution de la police fédérale, une mise à la pension d'office des agents et officiers judiciaires qui atteignent ou ont atteint l'âge de soixante ans accomplis et qui remplissent la condition d'ancienneté de service précitée; le requérant peut se trouver visé par cette disposition si la Cour annule l'article 245, alinéa 1^{er}, et justifie d'un intérêt à demander l'annulation de l'alinéa 2.

Quant au moyen sérieux

B.5.1. Le requérant fait grief aux dispositions qu'il attaque de prévoir, en violation des articles 10 et 11 de la Constitution, la mise à la retraite d'office, dès le 5 janvier 1999, des officiers et agents judiciaires qui, à cette date, ont atteint l'âge de soixante ans accomplis et comptent au moins vingt-cinq années de services admissibles au sens de la disposition attaquée.

Selon lui, de manière générale, les intéressés subiraient une discrimination vis-à-vis de l'ensemble des autres agents visés par la loi du 7 décembre 1998 en ce que les premiers sont les seuls pour lesquels une disposition prévoyant une mise à la retraite d'office entre en vigueur dès la publication de la loi au *Moniteur belge*. Par ailleurs, les intéressés subiraient une discrimination vis-à-vis d'autres officiers et agents de la police judiciaire qui, tout en ayant atteint l'âge

de soixante ans à la date du 5 janvier 1999, comptent moins de vingt-cinq années de services admissibles (A.3.5) et échappent donc à la mesure critiquée ainsi que vis-à-vis des commissaires de brigade qui, en vertu de l'article 240 de la loi du 7 décembre 1998, peuvent continuer à exercer leur fonction avec le maintien de leur statut (A.3.6).

B.5.2. Les règles constitutionnelles de l'égalité et de la non-discrimination n'excluent pas qu'une différence de traitement soit établie entre des catégories de personnes, pour autant qu'elle repose sur un critère objectif et qu'elle soit raisonnablement justifiée.

L'existence d'une telle justification doit s'apprécier en tenant compte du but et des effets de la mesure critiquée ainsi que de la nature des principes en cause; le principe d'égalité est violé lorsqu'il est établi qu'il n'existe pas de rapport raisonnable de proportionnalité entre les moyens employés et le but visé.

B.5.3. La Cour constate que les mesures critiquées sont prises dans le cadre d'une restructuration générale des services de police, qu'elles font partie d'un ensemble de mesures et que la mise à la retraite est décidée sur la base des critères objectifs que constituent l'âge des intéressés et leur ancienneté de service.

Ainsi que l'admet le requérant (A.3.2), il appartient au législateur d'apprécier dans quelle mesure l'abaissement de l'âge moyen des membres d'un corps de police est souhaitable; par ailleurs, il appartient au législateur d'apprécier quelles mesures il convient de prendre « en vue de moderniser la police judiciaire en préparation à son passage dans la police fédérale » (Doc. parl., Chambre, 1997-1998, n° 1676/1, p. 117).

La Cour substituerait son appréciation à celle d'une assemblée démocratiquement élue si elle censurait une décision de moderniser plus ou moins rapidement tel service public plutôt que tel autre ou si elle censurait les mesures prises par le législateur pour mettre en oeuvre cette décision. S'agissant d'une réforme aussi importante que celle engagée par la loi du 7 décembre 1998, l'on peut admettre que, dans le but de réaliser l'unicité du statut des agents appartenant à un même corps (article 119 de la loi précitée), le législateur arrête des mesures d'harmonisation des différents régimes applicables aux agents intéressés et que cette harmonisation soit progressive (ibid., p. 8).

B.5.4. De telles mesures ne peuvent toutefois créer des différences de traitement qui ne reposeraient pas sur un critère objectif, ou qui seraient dépourvues de pertinence ou disproportionnées.

B.5.5. A cet égard, la différence de traitement établie entre les officiers et les agents judiciaires mis d'office à la retraite à l'âge de soixante ans et les commissaires de brigade qui échappent à cette mesure se justifie par la circonstance que - même si, par le fait de la disparition de la police rurale, les commissaires de brigade perdent la mission d'encadrement, d'assistance et d'inspection de celle-ci - leurs fonctions de collaborateurs spécialisés, qu'ils exercent auprès des gouverneurs de province pour les affaires de sûreté, les désignent pour assurer un rôle de fonctionnaire de liaison auprès du gouverneur, celui-ci étant investi d'une compétence générale en matière de maintien de l'ordre public et de pouvoirs déterminés en matière d'armes, de gardes privés et de chasse (ibid., pp. 111 et 112).

B.5.6. En revanche, l'article 260, alinéa 1^{er}, de la loi du 7 décembre 1998 crée, entre les officiers et les agents judiciaires visés par l'article 245 de cette loi et les fonctionnaires de la police communale visés à l'article 237, une différence de traitement en ce qu'il met en vigueur la mesure de mise à la retraite d'office des premiers, prévue à l'article 245, dès la publication de la loi, alors que la mesure analogue frappant les seconds n'entrera en vigueur, conformément aux articles 237, 248 et 260, alinéa 5, que dans un délai de plusieurs mois, voire de plusieurs années.

Il n'est pas nécessairement déraisonnable que diverses dispositions d'une même loi entrent en vigueur à des moments différents mais en l'espèce, ni les travaux préparatoires de la loi attaquée, ni les pièces de la procédure auxquelles la Cour a pu avoir égard, ni les réponses fournies à l'audience, aux questions de la Cour portant, précisément, sur le fait que la nécessité de faire entrer en vigueur dès la publication de la loi la mesure de mise à la pension d'office ait été perçue dans le cas des officiers et agents judiciaires visés par la disposition attaquée et non dans celui des membres de la police communale, ne permettent d'apercevoir la raison pour laquelle la mesure précitée devrait s'appliquer plus rapidement aux uns qu'aux autres. En visant l'article 245 de la loi attaquée, l'article 260, alinéa 1^{er}, de cette loi ne paraît dès lors pas, à ce stade de la procédure, conforme aux exigences des articles 10 et 11 de la Constitution.

Le moyen est donc sérieux au sens de l'article 20, 1^o, de la loi spéciale sur la Cour d'arbitrage. Il n'est dès lors pas nécessaire d'examiner à ce stade le sérieux des autres griefs.

Quant au préjudice grave difficilement réparable

B.6.1. Le requérant invoque tout d'abord le préjudice financier lié à sa mise à la retraite prématurée.

En cas d'annulation des dispositions litigieuses, ce préjudice financier peut toutefois être réparé. Le préjudice financier invoqué par le requérant ne risque donc pas d'être difficilement réparable.

B.6.2. Le requérant fait en outre état d'une atteinte à son intérêt moral en ce que cette mise à la retraite le privera de l'autorité requise pour reprendre ses fonctions, fût-ce par équivalence, après l'annulation des dispositions attaquées et alors que son emploi aura pu entre-temps être pourvu d'un titulaire.

La circonstance que ceux qui sont écartés d'un emploi public attaquent la décision qui les en prive ne saurait empêcher l'autorité responsable du service public de pourvoir à cet emploi avant que le litige soit tranché.

En l'espèce, la nature de l'emploi qu'occupait le requérant et le niveau de responsabilité auquel il se situe rendent improbable qu'un emploi équivalent puisse lui être rendu en cas d'annulation non précédée d'une suspension. De plus, indépendamment même du fait qu'aucun adoucissement pécuniaire n'accompagne la mesure critiquée, le risque de préjudice moral qui résulterait de son application immédiate est encore aggravé par la déclaration publique selon laquelle les intéressés risquaient de n'être plus suffisamment motivés dans les circonstances présentes et de n'avoir plus les facultés d'adaptation requises (Doc. parl., Chambre, 1997-1998, n° 1676/8, p. 116). A propos de la police communale, en revanche, l'exposé des motifs souligne qu'il n'entre nullement dans les intentions des autorités fédérales d'émettre des critiques vis-à-vis du travail que ces fonctionnaires plus âgés ont effectué ou effectuent encore, et que la mise à la retraite d'office ne pourra s'inspirer de la volonté d'écarter certains fonctionnaires de police et ne pourra dès lors en aucun cas être utilisée pour sanctionner un fonctionnaire de police (Doc. parl., Chambre, 1997-1998, n° 1676/1, p. 115). Tout serviteur de l'Etat doué de conscience professionnelle s'acquittant de ses missions avec soin même si elles consistent à préparer un avenir où il sera retraité, le petit nombre d'agents que de tels propos concernaient donne à penser qu'ils visent des personnes déterminées.

B.7. Les deux conditions nécessaires pour conclure à la suspension sont remplies.

Par ces motifs,

la Cour

suspend l'article 260, alinéa 1^{er}, de la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux, en tant qu'il vise l'article 245 de cette même loi.

Ainsi prononcé en langue française, en langue néerlandaise et en langue allemande, conformément à l'article 65 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage, à l'audience publique du 10 mars 1999.

Le greffier,
L. Potoms.

Le président,
M. Melchior.

ARBITRAGEHOF

N. 99 — 748

[C - 99/21098]

Arrest nr. 31/99 van 10 maart 1999

Rolnummer 1581

In zake : de vordering tot schorsing van artikel 245 en het cijfer « 245 » in artikel 260, eerste lid, van de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus, ingesteld door A. Vander Zwalmen.

Het Arbitragehof,

samengesteld uit de voorzitters M. Melchior en L. De Grève, en de rechters H. Boel, L. François, J. Delruelle, H. Coremans en M. Bossuyt, bijgestaan door de griffier L. Potoms, onder voorzitterschap van voorzitter M. Melchior, wijst na beraad het volgende arrest :

I. Onderwerp van de vordering

Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 5 januari 1999 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 6 januari 1999, heeft A. Vander Zwalmen, wonende te 1650 Beersel, Diepenbeemd 39, een vordering tot schorsing ingesteld van artikel 245 en het cijfer « 245 » in artikel 260, eerste lid, van de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus (bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 5 januari 1999).

Bij hetzelfde verzoekschrift vordert de verzoeker eveneens de vernietiging van dezelfde wettelijke bepalingen.

II. De rechtspleging

Bij beschikking van 6 januari 1999 heeft de voorzitter in functie de rechters van de zetel aangewezen overeenkomstig de artikelen 58 en 59 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof.

De rechters-verslaggevers hebben geoordeeld dat er geen aanleiding was om artikel 71 of 72 van de organieke wet toe te passen.

Bij beschikking van 13 januari 1999 heeft het Hof de dag van de terechtzitting bepaald op 17 februari 1999 en gezegd dat de overheden die in deze rechtspleging tussenkomen over een termijn van 21 dagen beschikken voor het indienen van schriftelijke opmerkingen waarbij onder meer de redenen moeten worden uiteengezet die niet op zich de noodzaak verantwoorden of op zijn minst uitleggen om de maatregel van ambtshalve pensionering van de in de aangevochten bepaling bedoelde gerechtelijke agenten en officieren in werking te doen treden vanaf de bekendmaking van de wet, maar wel het feit dat een dergelijke noodzaak is waargenomen in het geval van die agenten en niet in het geval van de leden van de gemeentepolitie, en het verschil in behandeling dat daaruit voortvloeit.

Van het verzoekschrift en van de beschikking tot vaststelling is kennisgegeven aan de in artikel 76 van de organieke wet vermelde overheden en van dezelfde beschikking is kennisgegeven aan verzoeker en zijn advocaat bij op 15 januari 1999 ter post aangetekende brieven.

De Ministerraad heeft schriftelijke opmerkingen ingediend bij op 8 februari 1999 ter post aangetekende brief.

Op de openbare terechtzitting van 17 februari 1999 :

- zijn verschenen :

. Mr. J. Putzeys, advocaat bij de balie te Antwerpen, voor de verzoeker;

. Mr. R. Ergec *loco* Mr. P. Peeters en Mr. P. Traest, advocaten bij de balie te Brussel, voor de Ministerraad;

- hebben de rechters-verslaggevers L. François en H. Coremans verslag uitgebracht;

- zijn de voornoemde advocaten gehoord;

- is de zaak in beraad genomen.

De rechtspleging is gevoerd overeenkomstig de artikelen 62 en volgende van de organieke wet, die betrekking hebben op het gebruik van de talen voor het Hof.

III. In rechte

- A -

Ten aanzien van het belang van de verzoeker

A.1.1. De verzoeker heeft op 30 juli 1997 de leeftijd van zestig jaar bereikt en is, door de onmiddellijke inwerkingtreding die aan de wet is gegeven, ambtshalve gepensioneerd op 5 januari 1999. Hij wil aldus het vereiste belang bewijzen om de vernietiging te vorderen van de aangevochten bepalingen, met inbegrip van die van het tweede lid van artikel 245, dat op hem van toepassing zou zijn ten gevolge van de vernietiging van het eerste lid.

A.1.2. Het belang waarvan de verzoeker doet blijken is zowel moreel (zie A.2) als geldelijk want het nadeel kan op ongeveer een vierde van zijn inkomsten worden geraamd; zoals ieder vooruitziend ambtenaar heeft hij financiële verbintenissen aangegaan « om zich veilig te stellen » (levensverzekering, leningen, enz.), tot de normale pensioenleeftijd, namelijk vijftenzestig jaar. Nu heeft de aangevochten maatregel in geen enkele overgangsmatregel voorzien en ontnemt hem, voor de berekening van zijn pensioen, een activiteitsduur van drie jaar en zeven maanden.

Ten aanzien van het moeilijk te herstellen ernstig nadeel

A.2. Het onder A.1.2 uiteengezette materiële nadeel, dat verband houdt met een ambtshalve pensionering zonder enige opzeggingstermijn, kan worden hersteld na vernietiging van de norm in de vorm van een wederherstelling van de loopbaan en het in aanmerking nemen van de verlopen jaren voor de berekening van het pensioen. Maar een « restitutio in integrum », namelijk de verzoeker opnieuw opnemen in zijn ambt van adjunct-commissaris-generaal van de gerechtelijke politie of in een gelijkwaardige leidinggevende functie bij de federale politie is onmogelijk. De betrekkingen zullen alle zijn ingenomen door titularissen wier benoemingen definitief zullen zijn geworden; de verzoeker, die uit zijn ambt is ontzet, zal niet meer het vereiste gezag en de vereiste ervaring hebben om zijn ambt opnieuw op te nemen, zij het bij gelijkwaardigheid (de procedures voor de vervangingen zijn trouwens reeds opgestart). De schorsing van de maatregel is noodzakelijk om het de verzoeker mogelijk te maken hetzij zijn ambt te blijven uitoefenen, hetzij te worden geïntegreerd in de federale politie volgens identieke regels die op de andere ambtenaren van toepassing zijn.

Ten aanzien van het ernstig middel

A.3.1. Het aangevochten artikel 245 van de wet van 7 december 1998 dient in werking te treden op de dag van de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad* krachtens een koninklijk besluit dat tot op heden nog niet is bekendgemaakt. Door een ambtshalve pensionering op de leeftijd van zestig jaar enkel op te leggen aan de ambtenaren die het bedoelt, terwijl de aangevochten wet thans geen dergelijke maatregelen oplegt aan de andere leden van de lokale politie en de federale politie die de geïntegreerde politiedienst verzekeren, schendt het voormelde artikel 245 de artikelen 10 en 11 van de Grondwet.

A.3.2. In artikel 245, eerste lid, zijn dezelfde bewoordingen gebruikt als die welke een vroeger wetsontwerp wilde geven aan een bepaling die het invoegde in de wet van 7 april 1919 tot instelling van rechterlijke officieren en agenten bij de parketten. Dat ontwerp had tot doel de gemiddelde leeftijd van de leden van de gerechtelijke politie die overgaan naar het operationeel korps te verlagen en, in afwachting van een vaststelling van de pensioenleeftijd van alle leden van het operationeel korps van de nationale politie, de persoonlijke situatie van de gewezen leden van de gerechtelijke politie te harmoniseren met de pensioenleeftijden die gelden bij de rijkswacht.

Weliswaar erkennend dat de wetgever zou kunnen streven naar een verlaging van de gemiddelde leeftijd van het operationeel korps, deed de verzoeker in een (eerste) verzoekschrift aan de Kamer van volksvertegenwoordigers gelden dat dat ontwerp discriminerend was, met name doordat de leden van de gerechtelijke politie slechts een categorie van personeelsleden vormen die zijn overgeheveld naar het operationeel korps, en dat enkel aan die categorie de maatregel van ambtshalve pensionering wordt opgelegd. De personeelsleden van andere diensten, meer bepaald de leden van de rijkswacht (wet van 18 augustus 1923) en de leden van de politiedienst (wet van 21 juli 1844, artikel 1 en de wet van 14 februari 1961, artikel 115; voor de leden van de gemeentepolitie, artikel 156 van de nieuwe gemeentewet) komen immers niet in aanmerking voor een ambtshalve pensionering.

A.3.3. De verzoeker deed ook gelden dat het ontwerp niet voorzag in begeleidende modaliteiten met betrekking tot de verkregen rechten die getuigen van de zorg om de gevolgen van de betwiste maatregel te milderen, noch in enig element dat zou kunnen aantonen of doen vermoeden dat het vrijwillig vertrek op zich ontoereikend zou zijn om het nagestreefde doel te bereiken (cf. arrest nr. 39/97 van 14 juli 1997, in de zaak B.R.T.N., waar bepaald was dat de ambtshalve gepensioneerden een tijdbonificatie toegekend kregen gelijk aan het aantal maanden die verlopen tussen het tijdstip waarop zij gepensioneerd worden en het tijdstip waarop zij de leeftijd van vijftenzestig jaar bereiken).

A.3.4. In een (tweede) verzoekschrift aan de Kamer van volksvertegenwoordigers, dat werd ingediend na het neerleggen van het wetsontwerp waaruit de aangevochten bepalingen zijn voortgesprongen, beweerde de verzoeker dat de ambtshalve pensionering van de ambtenaren van de lokale politie op de volle leeftijd van zestig jaar niet vóór 1 januari 2001 zal plaatsvinden; de gerechtelijke officieren en agenten daarentegen zullen nooit in de federale politie worden geïntegreerd indien, op de datum van de bekendmaking van de wet (1998), zij reeds de volle leeftijd van zestig jaar hebben bereikt, of zullen erin worden geïntegreerd tot zij de volle leeftijd van zestig jaar hebben bereikt, vóór 1 januari 2001, of zullen hebben bereikt gedurende de periode die zich uitstrekt tot de datum van inwerkingtreding van de wet, uiterlijk op 1 januari 2001.

A.3.5. De verzoeker deed ook gelden dat in het ontwerp niet het lot werd geregeld, vóór de leeftijd van het definitieve pensioen, van de agenten en officieren van de gerechtelijke politie die in de federale politie worden geïntegreerd en niet de volle leeftijd van zestig jaar hebben bereikt op 1 januari 2001, noch dat van dezelfde leden van de gerechtelijke politie die niet ten minste vijftienvintig jaar aanneembare dienstjaren tellen en die zullen kunnen blijven werken tot de leeftijd van vijftenzestig jaar. Aldus zullen de officieren en agenten die de leeftijd van zestig jaar hebben bereikt zonder vijftienvintig aanneembare dienstjaren te tellen, en de leden van de federale en lokale politie worden gepensioneerd op grond van de leeftijds- en anciënniteitsvoorwaarden die eigen zijn aan hun huidig statuut, « op een datum vastgesteld op 1 januari 2001 » (sic) en dus, in beginsel, met een volledig pensioen, bij overgangsmaatregel die zal moeten worden bestudeerd binnen de twee komende jaren tijdens het onderzoek van de ontwerpen van statuut van de federale politie door de vakbondsorganisaties.

A.3.6. De verzoeker voerde ook aan dat, in tegenstelling met de commissarissen van de gerechtelijke politie die een gelijkwaardige graad hebben, de brigadecommissarissen niet aan de betwiste maatregel zijn onderworpen (artikel 240 van de wet).

A.3.7. Ook hier beweerde de verzoeker dat in geen enkele begeleidingsmaatregel was voorzien, terwijl de pensioenen van de betrokkenen over een uitzonderlijk lange loopbaan worden berekend, zodat het maximum pas na de leeftijd van zestig of vijftenzestig jaar kan worden bereikt. Volgens de memorie van toelichting gaat het niet om het « moderniseren » van de gerechtelijke politie als voorbereiding op de overgang ervan in de federale politie, maar om het verwijderen van die personeelsleden die de leeftijd van zestig jaar hebben bereikt of zullen bereiken.

A.3.8. De bespreking van het wetsontwerp bracht de minister ertoe het bekritiseerde verschil in behandeling te verantwoorden : zijn argumenten houden in dat slechts vijftien personen, onder wie vijf hoofdofficieren, betrokken zijn (maar het gelijkheidsbeginsel wordt niet aan de kwantiteit gemeten) en dat, enerzijds, de ambtenaren die meer dan zestig jaar oud zijn, niet meer geschikt zijn voor de dienst want zij zijn niet meer in staat zich aan te passen of te veranderen en zij zijn niet meer gemotiveerd en, anderzijds, de harmonisering van de pensioenregelingen in de betrokken dienst noodzakelijk is.

A.3.9. Om het argument van de harmonisering van de pensioenregelingen te beoordelen dient men, volgens de verzoeker, rekening te houden met het feit dat bij de rijkswacht de norm op zesenvijftig jaar ligt, behalve voor de korpsoversten, terwijl de luitenanten-generaal worden gepensioneerd op de leeftijd van tweeënzestig jaar (aldus is duidelijk uiting gegeven aan de wil om de leiding van de federale politie in de handen van de rijkswacht te laten), en met het feit dat de agenten die in de federale politie worden geïntegreerd (operationeel korps) de volgens hun statuut verkregen rechten behouden en derhalve, in voorkomend geval, het recht op een ambt tot vijftenzestig jaar. Ten aanzien van het nieuwe statuut van de leden van de federale politie en van de lokale politie, dienen de beslissingen nog te worden genomen. Aldus blijkt dat de aangevochten bepalingen tot doel hebben onmiddellijk, zonder overgangs- of begeleidingsmaatregel, en zonder overleg, het lot te regelen van de enkele officieren van de gerechtelijke politie die zestig jaar oud zijn. De verzoeker stelt de vraag of hun integratie in de top van de hiërarchie de « integratie » in de rijkswacht, die de federale politie is geworden, zou kunnen hinderen.

A.3.10. Volgens de verzoeker is het aangevochten artikel 245 de enige bepaling betreffende het statuut van de « geïntegreerde » agenten die in werking treedt op de dag van de bekendmaking van de wet in het *Belgisch Staatsblad*. De overige maatregelen die betrekking hebben op de andere agenten van de politiekorpsen zullen uiterlijk pas op 1 januari 2001 moeten worden genomen.

A.3.11. Volgens de verzoeker kan het argument van het gebrek aan motivatie of aanpassingsvermogen slechts verontwaardiging of een glimlach opwekken. Een algemene en niet-discriminerende toepassing van dat nieuwe beginsel toestaan zou leiden tot een algemene beweging in de gerechtelijke besturen en korpsen en, althans mathematisch, tot een verjonging van de personeelsformatie.

- B -

B.1. Naar luid van artikel 20, 1°, van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof dient aan twee grondvoorwaarden te zijn voldaan opdat tot schorsing kan worden besloten :

- de middelen die worden aangevoerd moeten ernstig zijn;
- de onmiddellijke uitvoering van de bestreden maatregel moet een moeilijk te herstellen ernstig nadeel kunnen berokkenen.

Ten aanzien van de wet van 7 december 1998

B.2. De wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus, voorziet in de oprichting van een lokale politie (titel II, artikelen 9 en volgende) en van een federale politie (titel III, artikelen 92 en volgende). De lokale en de federale politie zijn beide samengesteld uit een operationeel kader dat politieambtenaren omvat en uit een administratief en logistiek kader dat bestaat uit personeelsleden zonder bevoegdheid inzake bestuurlijke of gerechtelijke politie (artikelen 116 tot 118). Artikel 119 van de wet bepaalt : « Het statuut is voor alle politieambtenaren gelijk, ongeacht of zij tot de federale politie of tot de lokale politie behoren. Hetzelfde geldt, per categorie, voor de hulpagenten van politie en het personeel van het administratief en logistiek kader ».

De artikelen 235 en 241 van de wet voorzien in de overgang van de leden van de gemeentepolitie en van ermee gelijkgestelde ambtenaren naar de lokale politie, en van de leden van de rijkswacht en van de gerechtelijke politie en ermee gelijkgestelde ambtenaren naar de federale politie. De artikelen 236 en 242 bepalen dat dat personeel onderworpen is aan de bepalingen die het statuut of de rechtspositie vastleggen die zullen gelden voor het personeel van de lokale politie en de federale politie, tenzij de betrokkenen verkiesbaar onderworpen te blijven aan de wetten en reglementen die op hen van toepassing waren vóór de hervorming. Die artikelen moeten door de Koning in werking worden gesteld op een datum die niet later kan vallen dan 1 januari 2001 (artikel 260, vijfde lid).

Ten aanzien van de aangevochten bepalingen

B.3. De artikelen 245 en 260 van de wet van 7 december 1998 bepalen :

« Art. 245. De gerechtelijke officieren en agenten die op de datum van inwerkingtreding van dit artikel de volle leeftijd van zestig jaar hebben bereikt, worden ambtshalve gepensioneerd op voorwaarde dat zij ten minste vijftientig jaar aanneembare dienstjaren tellen voor de opening van het recht op pensioen in de openbare sector, met uitsluiting van de bonificaties voor studies en andere perioden die voor de vaststelling van de wedde in aanmerking werden genomen.

Tijdens de periode die aanvangt op de datum van inwerkingtreding van dit artikel en eindigt op de datum van inwerkingtreding van artikel 241, worden de gerechtelijke agenten en officieren ambtshalve gepensioneerd op de eerste dag van de maand die volgt op de datum waarop ze de volle leeftijd van zestig jaar bereiken of hebben bereikt en de bij het vorige lid vermelde voorwaarde inzake het aantal aanneembare dienstjaren vervullen. »

« Art. 260. De artikelen 1, 2, 5, 9, 121 tot 127 en 130 tot 133, 139, 141, 142, 197 en 198, 2°, 3° en 6°, 245 en 258 treden in werking op de dag van de bekendmaking van deze wet in het *Belgisch Staatsblad*.

Tot de oprichting van de federale politie en van de lokale politiekorpsen, zijn de artikelen 122, tweede lid, 123, 125, tweede en derde lid, 126, 127, tweede en derde lid, 130, tweede en derde lid, 131, tweede en derde lid, en 132 van toepassing op de leden van de gemeentepolitie, de leden van het operationeel korps en van de personeelscategorie bijzondere politie van de rijkswacht, en op de officieren en agenten van gerechtelijke politie bij de parketten, alsook, volgens het onderscheid gemaakt in artikel 133, op de hulpagenten van politie van de gemeentepolitie, de militairen, de overgedragen militairen en de burgerlijke personeelsleden die deel uitmaken van het administratief en logistiek korps van de rijkswacht, het burgerlijk hulppersoneel van de rijkswacht, het hulppersoneel van de gerechtelijke politie bij de parketten, het statutair en contractueel personeel van de parketten dat is aangesteld bij de gerechtelijke politie en het contractueel personeel van de algemene politiesteundienst.

Tijdens de periode bedoeld in het tweede lid, wordt de bij artikel 126, § 2, toegekende bevoegdheid, uitgeoefend volgens het hierna gemaakte onderscheid :

1° door de minister van Binnenlandse Zaken en de minister van Justitie, gezamenlijk, met betrekking tot de leden van het operationeel korps en van de personeelscategorie bijzondere politie van de rijkswacht, de militairen, de overgedragen militairen, de burgers die deel uitmaken van het administratief en logistiek korps van de rijkswacht en van het burgerlijk hulppersoneel van de rijkswacht;

2° door de minister van Justitie, met betrekking tot de officieren en agenten van gerechtelijke politie bij de parketten, het hulppersoneel van de gerechtelijke politie bij de parketten en het statutair en contractueel personeel van de parketten dat is aangesteld bij de gerechtelijke politie;

3° door de minister van Binnenlandse Zaken en de minister van Justitie samen, met betrekking tot het contractueel personeel van de algemene politiesteundienst;

4° door de burgemeester, met betrekking tot de leden van de gemeentepolitie en de hulpagenten van politie van de gemeentepolitie.

De Koning bepaalt de datum van inwerkingtreding van de artikelen 4, 6 tot 8, 11, 38, 39, 41, 47 tot 60, 65 tot 90, 93, 94, 96, tweede lid, 98, 106, 108, 128, 149, 247 en 257, die niet later kan plaatsvinden dan 1 januari 2000.

De Koning bepaalt de datum van inwerkingtreding van de andere artikelen van deze wet, die niet later kan plaatsvinden dan 1 januari 2001. »

Ten aanzien van het belang van de verzoeker

B.4.1. Aangezien de vordering tot schorsing ondergeschikt is aan het beroep tot vernietiging moet de ontvankelijkheid van het beroep - inzonderheid het voorhanden zijn van het wettelijk vereiste belang bij het instellen ervan - reeds bij het onderzoek van de vordering tot schorsing worden betrokken.

B.4.2. De verzoeker, adjunct-commissaris-generaal van de gerechtelijke politie, waar hij op 5 september 1958 in dienst is getreden, heeft op 30 juli 1997 de leeftijd van zestig jaar bereikt. Uit het beperkte onderzoek van de ontvankelijkheid van het beroep tot vernietiging waartoe het Hof in het kader van de vordering tot schorsing is kunnen overgaan, blijkt dat de verzoeker doet blijken van het vereiste belang om de vernietiging te vorderen van artikel 245,

eerste lid, van de wet van 7 december 1998, waarbij de gerechtelijke officieren en agenten die op die datum de volle leeftijd van zestig jaar hebben bereikt en ten minste vijftientig aanneembare dienstjaren tellen in de zin van de aangevochten wet, ambtshalve worden gepensioneerd op de datum waarop die bepaling in het *Belgisch Staatsblad* is bekendgemaakt, namelijk op 5 januari 1999.

Hetzelfde geldt voor artikel 260, eerste lid, van de aangevochten wet, in zoverre het artikel 245, eerste lid, in werking doet treden en dus onlosmakelijk ermee verbonden is.

B.4.3. Artikel 245, tweede lid, van de aangevochten wet voorziet, tijdens de periode tussen 5 januari 1999 en de datum van de oprichting van de federale politie, in een ambtshalve pensionering van de gerechtelijke officieren en agenten die de volle leeftijd van zestig jaar bereiken of hebben bereikt en die de voormelde voorwaarde van dienstanciënniteit vervullen; de verzoeker kan door die bepaling worden beoogd indien het Hof artikel 245, eerste lid, vernietigt, en doet blijken van een belang om de vernietiging van het tweede lid te vorderen.

Ten aanzien van het ernstig middel

B.5.1. De verzoeker klaagt aan dat de door hem aangevochten bepalingen, met schending van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, voorzien in de ambtshalve pensionering, vanaf 5 januari 1999, van de gerechtelijke officieren en agenten die op die datum de volle leeftijd van zestig jaar hebben bereikt en ten minste vijftientig aanneembare dienstjaren tellen in de zin van de aangevochten bepaling.

Volgens de verzoeker zouden de betrokkenen op een algemene manier een discriminatie ondergaan ten opzichte van de andere ambtenaren bedoeld in de wet van 7 december 1998, doordat de eerstgenoemden de enigen zijn voor wie een bepaling die voorziet in een ambtshalve pensionering in werking treedt vanaf de bekendmaking van de wet in het *Belgisch Staatsblad*. Voorts zouden de betrokkenen een discriminatie ondergaan ten opzichte van andere officieren en agenten van de gerechtelijke politie die, hoewel zij de leeftijd van zestig jaar hebben bereikt op 5 januari 1999, minder dan vijftientig aanneembare dienstjaren tellen (A.3.5) en dus aan de bekritiseerde maatregel ontsnappen, alsmede ten opzichte van de brigadecommissarissen die, krachtens artikel 240 van de wet van 7 december 1998, hun ambt kunnen blijven uitoefenen met behoud van hun rechtspositie (A.3.6).

B.5.2. De grondwettelijke regels van de gelijkheid en de niet-discriminatie sluiten niet uit dat een verschil in behandeling tussen categorieën van personen wordt ingesteld, voor zover dat verschil op een objectief criterium berust en het redelijk verantwoord is.

Het bestaan van een dergelijke verantwoording moet worden beoordeeld rekening houdend met het doel en de gevolgen van de betwiste maatregel en met de aard van de ter zake geldende beginselen; het gelijkheidsbeginsel is geschonden wanneer vaststaat dat er geen redelijk verband van evenredigheid bestaat tussen de aangewende middelen en het beoogde doel.

B.5.3. Het Hof stelt vast dat de betwiste maatregelen genomen zijn in het kader van een algemene herstructurering van de politiediensten, dat zij deel uitmaken van een geheel van maatregelen en dat tot de pensionering is besloten op grond van de objectieve criteria van de leeftijd van de betrokkenen en hun dienstanciënniteit.

Zoals de verzoeker erkent (A.3.2), komt het de wetgever toe te oordelen in hoeverre de verlaging van de gemiddelde leeftijd van de leden van een politiekorps wenselijk is; het staat aan de wetgever te oordelen welke maatregelen dienen te worden genomen « om de gerechtelijke politie te moderniseren ter voorbereiding van haar overgang in de federale politie » (Parl. St., Kamer, 1997-1998, nr. 1676/1, p. 117).

Het Hof zou zijn oordeel in de plaats stellen van dat van een democratisch verkozen vergadering mocht het een beslissing om een bepaalde openbare dienst vlugger of minder vlug te moderniseren dan een andere, censureren, of mocht het de maatregelen censureren die door de wetgever zijn genomen om die beslissing ten uitvoer te leggen. Met betrekking tot een zo belangrijke hervorming als die waarin de wet van 7 december 1998 voorziet, kan men ervan uitgaan dat, met het doel om de eenheid in de rechtspositie van de ambtenaren die tot eenzelfde korps behoren te verwezenlijken (artikel 119 van de voormelde wet), de wetgever maatregelen neemt om de verschillende stelsels die op de betrokken ambtenaren van toepassing zijn te harmoniseren en dat die harmonisering geleidelijk verloopt (ibid., p. 8).

B.5.4. Dergelijke maatregelen mogen evenwel geen verschillen in behandeling teweegbrengen die niet op een objectief criterium zouden berusten of die niet pertinent of niet evenredig zouden zijn.

B.5.5. In dat opzicht wordt het verschil in behandeling tussen de gerechtelijke officieren en agenten die ambtshalve worden gepensioneerd op de leeftijd van zestig jaar en de brigadecommissarissen die aan die maatregel ontsnappen, verantwoord door de omstandigheid dat - zelfs indien, door het feit van de verdwijning van de landelijke politie, de brigadecommissarissen de opdracht van begeleiding, ondersteuning en inspectie van laatstgenoemde verliezen - door hun functies van gespecialiseerde medewerkers, die zij bij de provinciegouverneurs uitoefenen voor veiligheidszaken, zij worden aangewezen om een rol van verbindingsambtenaar bij de gouverneur te verzekeren, die een algemene bevoegdheid heeft inzake de handhaving van de openbare orde alsmede bepaalde bevoegdheden op het gebied van wapens, privé-wachters en jachtwachters (ibid., pp. 111 en 112).

B.5.6. Artikel 260, eerste lid, van de wet van 7 december 1998 daarentegen brengt een verschil in behandeling teweeg tussen de gerechtelijke officieren en agenten bedoeld in artikel 245 van die wet en de ambtenaren van de gemeentelijke politie bedoeld in artikel 237, doordat het de maatregel van ambtshalve pensionering van de eerstgenoemden, voorgeschreven bij artikel 245, vanaf de bekendmaking van de wet in werking stelt, terwijl de analoge maatregel die van toepassing is op de laatstgenoemden, overeenkomstig de artikelen 237, 248 en 260, vijfde lid, pas in werking zal treden binnen een termijn van verschillende maanden, of zelfs verschillende jaren.

Het is niet noodzakelijkerwijs onredelijk dat verschillende bepalingen van eenzelfde wet op een ander tijdstip in werking treden, maar noch uit de parlementaire voorbereiding van de aangevochten wet, noch uit de proceduristukken die het Hof heeft kunnen inzien, noch uit de antwoorden gegeven op de terechtzitting op de vragen van het Hof die juist betrekking hadden op het feit dat de noodzaak om de maatregel van ambtshalve pensionering in werking te doen treden vanaf de bekendmaking van de wet in het geval van de in de aangevochten bepaling bedoelde gerechtelijke officieren en agenten zou zijn waargenomen en niet in het geval van de leden van de gemeentepolitie, blijkt te dezen de reden waarom de voormelde maatregel sneller van toepassing zou moeten zijn op de enen dan op de anderen. Door artikel 245 van de aangevochten wet te vermelden, lijkt artikel 260, eerste lid, van die wet derhalve, in dit stadium van de rechtspleging, niet in overeenstemming te zijn met de vereisten van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet.

Het middel is dan ook ernstig in de zin van artikel 20, 1°, van de bijzondere wet op het Arbitragehof. Het is derhalve, in dit stadium, niet nodig het ernstig karakter van de andere grieven te onderzoeken.

Ten aanzien van het moeilijk te herstellen ernstig nadeel

B.6.1. De verzoeker voert in de eerste plaats het financiële nadeel aan dat aan zijn voortijdige pensionering verbonden is.

In geval van vernietiging van de betwiste bepalingen kan het financiële nadeel evenwel worden hersteld. Het door de verzoeker aangevoerde financiële nadeel houdt dus niet het risico in van een moeilijk te herstellen nadeel.

B.6.2. De verzoeker wijst bovendien op een aantasting van zijn moreel belang doordat die pensionering hem het gezag zal ontnemen dat vereist is om zijn ambt opnieuw op te nemen, zij het bij gelijkwaardigheid, na de vernietiging van de aangevochten bepalingen en terwijl zijn betrekking ondertussen zou kunnen zijn begeven.

De omstandigheid dat diegenen die uit een openbare bediening worden geweerd, de beslissing aanvechten waarbij ze hun wordt ontnomen, kan de overheid die voor de openbare dienst verantwoordelijk is, niet beletten die betrekking te begeven vooraleer het geschil is beslecht.

Te dezen is het vanwege de aard van de betrekking die de verzoeker vervulde en vanwege het niveau van verantwoordelijkheid waarop die zich bevindt, onwaarschijnlijk dat hem in geval van vernietiging, zonder dat daaraan een schorsing voorafgaat, opnieuw een gelijkwaardige betrekking kan worden gegeven. Bovendien, los van het feit dat aan de bekritiseerde maatregel geen verzachting van geldelijke aard verbonden is, wordt het risico van moreel nadeel dat uit de onmiddellijke toepassing ervan voortvloeit, nog vergroot door de openlijke verklaring volgens welke de betrokkenen in de huidige omstandigheden niet meer voldoende gemotiveerd dreigden te zijn en niet meer over het vereiste aanpassingsvermogen dreigden te beschikken (Parl. St., Kamer, 1997-1998, nr. 1676/8, p. 116). Daarentegen, omtrent de gemeentelijke politie, onderstreept de memorie van toelichting dat het geenszins de bedoeling van de federale overheid is om kritiek te leveren op het werk dat oudere politieambtenaren hebben verricht of nog verrichten, en dat de ambtshalve pensionering niet mag zijn ingegeven door de wil bepaalde politieambtenaren te verwijderen en dus geenszins kan worden gebruikt om een politieambtenaar te bestraffen (Parl. St., Kamer, 1997-1998, nr. 1676/1, p. 115). Rekening houdende met het feit dat iedere plichtbewuste dienaar van de Staat zich nauwgezet van zijn taken kwijt, zelfs als die erin bestaan een toekomst voor te bereiden waarin hij gepensioneerd zal zijn, geeft het geringe aantal ambtenaren op wie dergelijke bewoordingen betrekking hebben te denken dat daarmee welbepaalde personen zijn beoogd.

B.7. De twee voorwaarden die noodzakelijk zijn om tot de schorsing te besluiten, zijn vervuld.

Om die redenen,

het Hof

schorst artikel 260, eerste lid, van de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus, in zoverre het artikel 245 van die wet beoogt.

Aldus uitgesproken in het Frans, het Nederlands en het Duits, overeenkomstig artikel 65 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof, op de openbare terechtzitting van 10 maart 1999.

De griffier,

L. Potoms.

De voorzitter,

M. Melchior.

SCHIEDSHOF

D. 99 — 748

[C - 99/21098]

Urteil Nr. 31/99 vom 10. März 1999

Geschäftsverzeichnisnummer 1581

In Sachen: Klage auf einstweilige Aufhebung von Artikel 245 und der Zahl «245» in Artikel 260 Absatz 1 des Gesetzes vom 7. Dezember 1998 zur Organisation eines zweigliedrigen integrierten Polizeidienstes, erhoben von A. Vander Zwalmen.

Der Schiedshof,

zusammengesetzt aus den Vorsitzenden M. Melchior und L. De Grève, und den Richtern H. Boel, L. François, J. Delruelle, H. Coremans und M. Bossuyt, unter Assistenz des Kanzlers L. Potoms, unter dem Vorsitz des Vorsitzenden M. Melchior,

verkündet nach Beratung folgendes Urteil:

I. Gegenstand der Klage

Mit einer Klageschrift, die dem Hof mit am 5. Januar 1999 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief zugesandt wurde und am 6. Januar 1999 in der Kanzlei eingegangen ist, erhob A. Vander Zwalmen, wohnhaft in 1650 Beersel, Diepenbeemd 39, Klage auf einstweilige Aufhebung von Artikel 245 und der Zahl «245» in Artikel 260 Absatz 1 des Gesetzes vom 7. Dezember 1998 zur Organisation eines zweigliedrigen integrierten Polizeidienstes (veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* vom 5. Januar 1999).

Mit derselben Klageschrift beantragt der Kläger ebenfalls die Nichtigkeitsklärung derselben Gesetzesbestimmungen.

II. Verfahren

Durch Anordnung vom 6. Januar 1999 hat der amtierende Vorsitzende gemäß den Artikeln 58 und 59 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof die Richter der Besetzung bestimmt.

Die referierenden Richter haben Artikel 71 bzw. 72 des organisierenden Gesetzes im vorliegenden Fall nicht für anwendbar erachtet.

Durch Anordnung vom 13. Januar 1999 hat der Hof den Sitzungstermin auf den 17. Februar 1999 anberaumt und erklärt, daß die in diesem Verfahren intervenierenden Behörden über eine einundzwanzigtägige Frist verfügen, um schriftliche Bemerkungen einzureichen, in denen unter anderem die Gründe darzulegen sind, die nicht an sich die Notwendigkeit rechtfertigen oder mindestens erklären, die Maßnahme der zwangsweisen Pensionierung der Gerichtsoffiziere und -beamten, auf die sich die angefochtene Bestimmung bezieht, bereits ab der Veröffentlichung des Gesetzes in Kraft zu setzen, sondern vielmehr die Tatsache, daß eine derartige Notwendigkeit im Falle dieser Beamten und nicht im Falle der Mitglieder der Gemeindepolizei festgestellt worden wäre, sowie den daraus hervorgehenden Behandlungsunterschied.

Die Klageschrift und die Festsetzungsanordnung wurden den in Artikel 76 des organisierenden Gesetzes genannten Behörden und dieselbe Anordnung dem Kläger und dessen Rechtsanwalt mit am 15. Januar 1999 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen notifiziert.

Der Ministerrat hat mit am 8. Februar 1999 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief schriftliche Bemerkungen eingereicht.

Auf der öffentlichen Sitzung vom 17. Februar 1999

- erschienen

. RA J. Putzeys, in Antwerpen zugelassen, für die klagende Partei,

- . RA R. Ergéc loco RA P. Peeters und RA P. Traest, in Brüssel zugelassen, für den Ministerrat,
- haben die referierenden Richter L. François und H. Coremans Bericht erstattet,
- wurden die vorgenannten Rechtsanwälte angehört,
- wurde die Rechtssache zur Beratung gestellt.

Das Verfahren wurde gemäß den Artikeln 62 ff. des organisierenden Gesetzes, die sich auf den Sprachgebrauch vor dem Hof beziehen, geführt.

III. In rechtlicher Beziehung

- A -

Hinsichtlich des Interesses des Klägers

A.1.1. Der Kläger habe am 30. Juli 1997 das Alter von sechzig Jahren erreicht und sei infolge des unmittelbaren Wirksamwerdens des Gesetzes am 5. Januar 1999 von Amts wegen in den Ruhestand versetzt worden. Somit weise er das erforderliche Interesse an der Klageerhebung auf Nichtigerklärung der angefochtenen Bestimmungen nach, einschließlich derjenigen des zweiten Absatzes von Artikel 245, der infolge der Nichtigerklärung des ersten Absatzes auf ihn anwendbar wäre.

A.1.2. Das vom Kläger aufgewiesene Interesse sei sowohl immateriell (siehe A.2) als auch finanziell, denn der Nachteil könne auf etwa ein Viertel seiner Einkünfte geschätzt werden; wie jeder vorsorgende Beamte sei er finanzielle Verbindlichkeiten eingegangen, «um sich abzusichern» (Lebensversicherung, Darlehen usw.), und zwar bis zum normalen Pensionsalter, d.h. bis zum Alter von fünfundsiebzig Jahren. Die angefochtene Maßnahme sei jedoch mit keinerlei Übergangsmaßnahmen verknüpft und versage ihm für die Berechnung seiner Pension eine Tätigkeitsdauer von drei Jahren und sieben Monaten.

Hinsichtlich des schwerlich wiedergutzumachenden ernsthaften Nachteils

A.2. Der unter A.1.2 dargelegte materielle Nachteil, der mit einer von Amts wegen auferlegten, fristlosen Ruhestandsversetzung zusammenhänge, könne nach erfolgter Nichtigerklärung der Rechtsnorm in der Form einer Wiederherstellung der Laufbahn und Berücksichtigung der abgelaufenen Jahre bei der Berechnung der Pension wiedergutmacht werden. Eine «restitutio in integrum», d.h. die Wiederaufnahme des Klägers in sein Amt als beigeordneter Generalkommissar der Gerichtspolizei oder in eine gleichwertige Führungsposition bei der Föderalpolizei sei jedoch unmöglich. Sämtliche Stellen würden an Amtsinhaber vergeben sein, deren Ernennungen bis dahin endgültig geworden seien; der Kläger, der seines Amtes enthoben worden sei, werde nicht mehr die erforderliche Autorität und Erfahrung haben, um sein Amt wieder aufzunehmen, und sei es durch Gleichwertigkeit (die Ersetzungsverfahren seien übrigens bereits angelaufen). Die Aussetzung der Maßnahme sei erforderlich, damit der Kläger in die Lage versetzt werde, entweder weiterhin sein Amt auszuüben, oder in die Föderalpolizei integriert zu werden gemäß den gleichen Regeln wie jenen, die auf die anderen Beamten anwendbar seien.

Hinsichtlich des ernsthaften Klagegrunds

A.3.1. Der angefochtene Artikel 245 des Gesetzes vom 7. Dezember 1998 müsse am Tag seiner Veröffentlichung im Belgischen Staatsblatt in Kraft treten, kraft eines bisher noch nicht veröffentlichten königlichen Erlasses. Indem die Ruhestandsversetzung von Amts wegen im Alter von sechzig Jahren nur den darin ins Auge gefaßten Beamten auferlegt werde, während das angefochtene Gesetz nicht ab sofort den anderen Mitgliedern der Ortspolizei und der Föderalpolizei, die den integrierten Polizeidienst versehen, ähnliche Maßnahmen auferlege, verstoße der vorgenannte Artikel 245 gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung.

A.3.2. Artikel 245 Absatz 1 enthalte die gleiche Formulierung wie diejenige, die ein früherer Gesetzesentwurf einer Bestimmung habe vermitteln wollen, die er in das Gesetz vom 7. April 1919 zur Einsetzung von Gerichtsoffizieren und -beamten bei den Parketten eingefügt habe. Dieser Entwurf habe darauf abgezielt, das Durchschnittsalter der Mitglieder der Gerichtspolizei, die zum einsatzfähigen Korps übergangen, herabzusetzen und in Erwartung der Festsetzung des Pensionsalters aller Mitglieder des einsatzfähigen Korps der Nationalpolizei die persönliche Situation der ehemaligen Mitglieder der Gerichtspolizei mit dem bei der Gendarmerie jeweils geltenden Pensionsalter zu harmonisieren.

Obwohl er eingeräumt habe, daß der Gesetzgeber eine Herabsetzung des Durchschnittsalters des einsatzfähigen Korps anstreben könnte, habe der Kläger in einer (ersten) Bittschrift an die Abgeordnetenkammer geltend gemacht, daß der Entwurf diskriminierend sei, insbesondere indem die Mitglieder der Gerichtspolizei nur eine Kategorie von Personalmitgliedern darstellten, die ins einsatzfähige Korps versetzt worden seien, und daß nur dieser Kategorie die Maßnahme der zwangsweisen Ruhestandsversetzung auferlegt werde. Die Personalmitglieder anderer Dienste, insbesondere die Mitglieder der Gendarmerie (Gesetz vom 18. August 1923) und die Mitglieder des Polizeidienstes (Gesetz vom 21. Juli 1844, Artikel 1 und Gesetz vom 14. Februar 1961, Artikel 115; für die Mitglieder der Gemeindepolizei, Artikel 156 des neuen Gemeindegesetzes) kämen nämlich nicht für eine von Amts wegen erfolgte Ruhestandsversetzung in Betracht.

A.3.3. Der Kläger habe auch geltend gemacht, daß der Entwurf weder flankierende Modalitäten bezüglich der wohlverworbenen Rechte vorgesehen habe, die von dem Bemühen zeugen würden, die Folgen der fraglichen Maßnahme zu mildern, noch irgendwelche Elemente, welche zeigen oder vermuten lassen könnten, daß das freiwillige Ausscheiden an sich unzureichend wäre, um das verfolgte Ziel zu erreichen (siehe Urteil Nr. 39/97 vom 14. Juli 1997 in der Rechtssache B.R.T.N., wo vorgesehen gewesen sei, daß den von Amts wegen in den Ruhestand versetzten Personalmitgliedern eine zusätzliche Zeit angerechnet werde, entsprechend der Anzahl der Monate zwischen dem Zeitpunkt ihrer Ruhestandsversetzung und dem Zeitpunkt, an dem sie das Alter von fünfundsiebzig Jahren erreichen würden).

A.3.4. In einer (zweiten) Bittschrift an die Abgeordnetenkammer, die nach der Hinterlegung des Gesetzesentwurfs, aus dem die angefochtenen Bestimmungen hervorgegangen seien, eingereicht worden sei, habe der Kläger behauptet, daß die zwangsweise Pensionierung der Beamten der Ortspolizei, die das sechzigste Lebensjahr vollendet hätten, nicht vor dem 1. Januar 2001 stattfinden würde; die Gerichtsoffiziere und -beamten hingegen würden niemals in die Föderalpolizei integriert werden, wenn sie am Datum der Veröffentlichung des Gesetzes (1998) bereits das sechzigste Lebensjahr vollendet hätten, bzw. würden darin integriert werden, bis sie das sechzigste Lebensjahr vollendet hätten, vor dem 1. Januar 2001, oder vollenden würden während der Zeit, die sich bis zum Tag des Inkrafttretens des Gesetzes, spätestens am 1. Januar 2001, erstrecke.

A.3.5. Der Kläger habe auch geltend gemacht, daß im Entwurf nicht das Schicksal - vor dem Alter der endgültigen Pensionierung - der Beamten und Offiziere der Gerichtspolizei geregelt worden sei, die in die Föderalpolizei integriert würden und nicht am 1. Januar 2001 das sechzigste Lebensjahr vollendet hätten, und genauso wenig das Schicksal der gleichen Mitglieder der Gerichtspolizei, die nicht mindestens fünfundsiebzig anrechenbare Dienstjahre zählen würden und die bis zum Alter von fünfundsiebzig Jahren im Amt bleiben könnten. Somit würden die Offiziere und

Beamten, die das Alter von sechzig Jahren erreicht hätten, ohne fünfundzwanzig anrechenbare Dienstjahre zu zählen, und die Mitglieder der Föderalpolizei und der Ortspolizei in den Ruhestand versetzt aufgrund der Alters- und Anciennitätsbedingungen, die ihrem gegenwärtigen Statut inhärent seien, «an einem auf den 1. Januar 2001 festgesetzten Datum» (sic) und somit im Prinzip mit einer vollständigen Pension, im Wege einer Übergangsmaßnahme, die innerhalb der zwei kommenden Jahre auszuarbeiten sei, und zwar bei der Prüfung der Statutentwürfe für die Föderalpolizei durch die Gewerkschaftsorganisationen.

A.3.6. Der Kläger habe auch geltend gemacht, daß im Gegensatz zu den Kommissaren der Gerichtspolizei, die einen gleichwertigen Grad innehätten, die Brigadekommissare nicht der fraglichen Maßnahme unterlägen (Artikel 240 des Gesetzes).

A.3.7. Auch hier habe der Kläger vorgebracht, daß gar keine flankierenden Maßnahmen vorgesehen gewesen seien, während die Pensionen der Betroffenen sich aufgrund einer außerordentlich langen Laufbahn errechnen ließen, so daß das Maximum erst nach dem Alter von sechzig oder fünfundsechzig Jahren erreicht werden könne. Der Begründung zufolge handele es sich nicht um die «Modernisierung» der Gerichtspolizei als Vorbereitung auf ihre Aufnahme in die Föderalpolizei, sondern um das Entfernen jener Personalmitglieder, die das Alter von sechzig Jahren erreicht hätten bzw. erreichen würden.

A.3.8. Die Erörterung des Gesetzesentwurfs habe den Minister dazu veranlaßt, den kritisierten Behandlungsumterschied zu begründen; seine Argumente würden darauf hinauslaufen, daß nur fünfzehn Personen, darunter fünf Hauptoffiziere, betroffen seien - der Gleichheitsgrundsatz werde allerdings nicht nach quantitativen Maßstäben gemessen - und daß einerseits Beamte im Alter von über sechzig Jahren nicht mehr diensttauglich wären, da sie nicht mehr anpassungsfähig, für Veränderungen nicht mehr aufgeschlossen und nicht mehr motiviert wären, und andererseits die Harmonisierung der Pensionsregelungen im betreffenden Dienst notwendig sei.

A.3.9. Zur Beurteilung des Argumentes bezüglich der Harmonisierung der Pensionsregelungen müsse man - so der Kläger - die Tatsache berücksichtigen, daß bei der Gendarmerie die Norm bei sechsundfünfzig Jahren liege, abgesehen von den Korpschefs, während die Generalleutnants im Alter von zweiundsechzig Jahren pensioniert würden (somit sei eindeutig der Wille zum Ausdruck gebracht worden, die Führung der Föderalpolizei in den Händen der Gendarmerie zu belassen), sowie die Tatsache, daß die Beamten, die in die Föderalpolizei integriert würden (einsatzfähiges Korps), die nach ihrem Statut wohlverworbene Rechte beibehielten, und demzufolge vorkommendenfalls das Recht auf ein Amt bis zum Alter von fünfundsechzig Jahren. Hinsichtlich des neuen Statuts der Mitglieder der Föderalpolizei und der Ortspolizei müßten die Entscheidungen noch getroffen werden. Es zeige sich also, daß die angefochtenen Bestimmungen zum Ziel hätten, sofort, ohne Übergangs- oder flankierende Maßnahmen und ohne Konzertierung nur das Schicksal der Offiziere der Gerichtspolizei, die sechzig Jahre alt seien, zu regeln. Der Kläger wundere sich, ob ihre Integration an der Spitze der Hierarchie der «Integration» in die Gendarmerie, die zur Föderalpolizei geworden sei, im Wege stehen könnte.

A.3.10. Der Kläger bringt vor, daß der angefochtene Artikel 245 die einzige Bestimmung bezüglich des Statuts der «integrierten» Beamten sei, die am Tag der Veröffentlichung des Gesetzes im Belgischen Staatsblatt in Kraft trete. Die übrigen Maßnahmen, die sich auf die anderen Beamten der Polizeikorps bezögen, würden spätestens erst am 1. Januar 2001 ergriffen werden müssen.

A.3.11. Dem Kläger zufolge könne das Argument bezüglich der fehlenden Motivierung bzw. Anpassungsfähigkeit nur Empörung oder ein müdes Lächeln hervorrufen. Eine allgemeine und nicht diskriminierende Anwendung dieses neuen Prinzips zu erlauben, würde zu einer allgemeinen Bewegung in den Gerichtsbehörden und Korps und wenigstens mathematisch zu einer Verjüngung der Belegschaft führen.

- B -

B.1. Laut Artikel 20 Nr. 1 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof sind zwei Grundbedingungen zu erfüllen, damit auf einstweilige Aufhebung erkannt werden kann:

- Die vorgebrachten Klagegründe müssen ernsthaft sein.

- Die unmittelbare Durchführung der angefochtenen Maßnahme muß die Gefahr eines schwerlich wiedergutzumachenden, ernsthaften Nachteils in sich bergen.

Hinsichtlich des Gesetzes vom 7. Dezember 1998

B.2. Das Gesetz vom 7. Dezember 1998 zur Organisation eines zweigliedrigen integrierten Polizeidienstes sieht die Einsetzung einer Ortspolizei (Titel II, Artikel 9 ff.) und einer Föderalpolizei (Titel III, Artikel 92 ff.) vor. Die Orts- und die Föderalpolizei bestehen beide aus einem einsatzfähigen Kader, der Polizeibeamte umfaßt, und aus einem Verwaltungs- und Logistikkader, der sich aus Personalmitgliedern ohne Zuständigkeit im Bereich der Verwaltungs- oder Gerichtspolizei zusammensetzt (Artikel 116 bis 118). Artikel 119 des Gesetzes bestimmt: «Das Statut ist für alle Polizeibeamten gleich, ohne Rücksicht darauf, ob sie zur Föderalpolizei oder zur Ortspolizei gehören. Das gleiche gilt pro Kategorie für die Hilfspolizeibeamten und das Personal des Verwaltungs- und Logistikkaders».

Die Artikel 235 und 241 des Gesetzes sehen den Übergang der Mitglieder der Gemeindepolizei sowie ihnen gleichgestellter Beamter zur Ortspolizei und der Mitglieder der Gendarmerie und der Gerichtspolizei sowie ihnen gleichgestellter Beamter zur Föderalpolizei vor. Die Artikel 236 und 242 bestimmen, daß dieses Personal den Bestimmungen unterliegt, die das Statut bzw. die Rechtsposition festlegen, die für das Personal der Ortspolizei und der Föderalpolizei gelten werden, es sei denn, daß die Betroffenen sich dafür entscheiden, weiterhin den Gesetzen und Verordnungen zu unterliegen, die vor der Reform auf sie Anwendung gefunden haben. Diese Artikel müssen vom König spätestens am 1. Januar 2001 in Kraft gesetzt werden (Artikel 260 Absatz 5).

Hinsichtlich der angefochtenen Bestimmungen

B.3. Die Artikel 245 und 260 des Gesetzes vom 7. Dezember 1998 bestimmen:

«Art. 245. Die Gerichtsoffiziere und -beamten, die am Tag des Inkrafttretens dieses Artikels das sechzigste Lebensjahr vollendet haben, werden von Amts wegen in den Ruhestand versetzt, vorausgesetzt, daß sie mindestens fünfundzwanzig anrechenbare Dienstjahre für die Entstehung des Rechtes auf Pension im öffentlichen Sektor zählen, mit Ausnahme der Bonifikationen für Studium und andere Zeitspannen, die für die Festsetzung des Gehalts berücksichtigt wurden.

Während des Zeitraums, der am Tag des Inkrafttretens dieses Artikels anfängt und am Tag des Inkrafttretens von Artikel 241 endet, werden die Gerichtsbeamten und -offiziere von Amts wegen pensioniert am ersten Tag des Monats, der auf den Tag folgt, an dem sie das sechzigste Lebensjahr vollenden oder vollendet haben und die im vorliegenden Absatz erwähnte Voraussetzung bezüglich der Anzahl anrechenbarer Dienstjahre erfüllen.»

«Art. 260. Die Artikel 1, 2, 5, 9, 121 bis 127 und 130 bis 133, 139, 141, 142, 197 und 198 Nrn. 2, 3 und 6, 245 und 258 treten am Tag der Veröffentlichung dieses Gesetzes im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Bis zur Einsetzung der Föderalpolizei und der Ortspolizeikorps sind die Artikel 122 Absatz 2, 123, 125 Absätze 2 und 3, 126, 127 Absätze 2 und 3, 130 Absätze 2 und 3, 131 Absätze 2 und 3 und 132 anwendbar auf die Mitglieder der Gemeindepolizei, die Mitglieder des einsatzfähigen Korps und der Personalkategorie der Sonderpolizei der Gendarmerie, und auf die Offiziere und Beamten der Gerichtspolizei bei den Parketten, sowie - entsprechend der Unterscheidung nach Artikel 133 - auf die Hilfspolizeibeamten der Gemeindepolizei, die Militärpersonen, die versetzten Militärpersonen und die zivilen Personalmitglieder, die zum Verwaltungs- und Logistikkorps der Gendarmerie gehören, das zivile Hilfspersonal der Gendarmerie, das Hilfspersonal der Gerichtspolizei bei den Parketten, das statutarische und Vertragspersonal der Parkette bei der Gerichtspolizei und das Vertragspersonal des allgemeinen Polizeiunterstützungsdienstes.

Während der Zeitspanne, auf die sich Absatz 2 bezieht, wird die nach Artikel 126 § 2 eingeräumte Zuständigkeit entsprechend der nachstehenden Unterscheidung ausgeübt:

1. durch den Innenminister und den Justizminister zusammen, hinsichtlich der Mitglieder des einsatzfähigen Korps und der Personalkategorie der Sonderpolizei der Gendarmerie, der Militärpersonen, der versetzten Militärpersonen, der Zivilisten, die zum Verwaltungs- und Logistikkorps der Gendarmerie gehören, und des zivilen Hilfspersonals der Gendarmerie;
2. durch den Justizminister, hinsichtlich der Offiziere und Beamten der Gerichtspolizei bei den Parketten, des Hilfspersonals der Gerichtspolizei bei den Parketten und des statutarischen und Vertragspersonals der Parkette bei der Gerichtspolizei;
3. durch den Innenminister und den Justizminister zusammen, hinsichtlich des Vertragspersonals des allgemeinen Polizeiunterstützungsdienstes;
4. durch den Bürgermeister, hinsichtlich der Mitglieder der Gemeindepolizei und der Hilfspolizeibeamten der Gemeindepolizei.

Der König bestimmt das Datum des Inkrafttretens der Artikel 4, 6 bis 8, 11, 38, 39, 41, 47 bis 60, 65 bis 90, 93, 94, 96 Absatz 2, 98, 106, 108, 128, 149, 247 und 257, welches nicht später als am 1. Januar 2000 erfolgen kann.

Der König bestimmt das Datum des Inkrafttretens der übrigen Artikel dieses Gesetzes, welches nicht später als am 1. Januar 2001 erfolgen kann.»

Hinsichtlich des Interesses des Klägers

B.4.1. Da die Klage auf einstweilige Aufhebung der Nichtigkeitsklage untergeordnet ist, muß die Klagezulässigkeit - insbesondere das Vorhandensein des gesetzlich erforderlichen Interesses an der Klageerhebung - bereits in die Prüfung der Klage auf einstweilige Aufhebung einbezogen werden.

B.4.2. Der Kläger, beigeordneter Generalkommissar der Gerichtspolizei, wo er am 5. September 1958 den Dienst antrat, hat am 30. Juli 1997 das Alter von sechzig Jahren erreicht. Aus der beschränkten Untersuchung der Zulässigkeit der Nichtigkeitsklage, die der Hof im Rahmen der Klage auf einstweilige Aufhebung hat vornehmen können, ergibt sich, daß der Kläger das erforderliche Interesse nachweist, um die Nichtigkeitsklärung von Artikel 245 Absatz 1 des Gesetzes vom 7. Dezember 1998 zu beantragen, wodurch die Gerichtsoffiziere und -beamten, die an diesem Tag das sechzigste Lebensjahr vollendet haben und mindestens fünfundzwanzig anrechenbare Dienstjahre im Sinne des angefochtenen Gesetzes zählen, von Amts wegen am Tag der Veröffentlichung dieser Bestimmung im *Belgischen Staatsblatt*, d.h. am 5. Januar 1999, in den Ruhestand versetzt werden.

Das gleiche gilt für Artikel 260 Absatz 1 des angefochtenen Gesetzes, soweit er Artikel 245 Absatz 1 in Kraft treten läßt und somit untrennbar damit verbunden ist.

B.4.3. Artikel 245 Absatz 2 des angefochtenen Gesetzes sieht in der Zeit zwischen dem 5. Januar 1999 und dem Tag der Einsetzung der Föderalpolizei eine zwangsweise Ruhestandsversetzung der Gerichtsoffiziere und -beamten vor, die das sechzigste Lebensjahr vollenden bzw. vollendet haben und die vorgenannte Anciennitätsbedingung erfüllen; der Kläger kann durch diese Bestimmung betroffen werden, wenn der Hof Artikel 245 Absatz 1 für nichtig erklärt, und weist ein Interesse an der Nichtigkeitsklärung von Absatz 2 auf.

Hinsichtlich des ernsthaften Klagegrunds

B.5.1. Der Kläger kritisiert den Umstand, daß die von ihm angefochtenen Bestimmungen unter Verletzung der Artikel 10 und 11 der Verfassung die zwangsweise Ruhestandsversetzung - ab dem 5. Januar 1999 - der Gerichtsoffiziere und -beamten, die an diesem Tag das sechzigste Lebensjahr vollendet haben und mindestens fünfundzwanzig anrechenbare Dienstjahre im Sinne der angefochtenen Bestimmung zählen, vorsehen.

Dem Kläger zufolge würden die Betroffenen den anderen Beamten im Sinne des Gesetzes vom 7. Dezember 1998 gegenüber generell diskriminiert werden, indem erstere die einzigen seien, für die eine Bestimmung, die eine zwangsweise Pensionierung vorsehe, bereits am Tag der Veröffentlichung des Gesetzes im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft trete. Des weiteren würden die Betroffenen angesichts anderer Offiziere und Beamter der Gerichtspolizei diskriminiert werden, die, obwohl sie am 5. Januar 1999 das Alter von sechzig Jahren erreicht hätten, weniger als fünfundzwanzig anrechenbare Dienstjahre zählen würden (A.3.5) und somit nicht unter die kritisierte Maßnahme fallen würden, sowie angesichts der Brigadekommissare, die kraft Artikel 240 des Gesetzes vom 7. Dezember 1998 unter Beibehaltung ihrer Rechtsposition weiterhin im Amt bleiben könnten (A.3.6).

B.5.2. Die Verfassungsvorschriften der Gleichheit und des Diskriminierungsverbots schließen nicht aus, daß ein Behandlungsunterschied zwischen Kategorien von Personen eingeführt wird, soweit dieser Unterschied auf einem objektiven Kriterium beruht und in angemessener Weise gerechtfertigt ist.

Das Vorliegen einer solchen Rechtfertigung ist im Hinblick auf Zweck und Folgen der beanstandeten Maßnahme sowie auf die Art der einschlägigen Grundsätze zu beurteilen; es wird gegen den Gleichheitsgrundsatz verstoßen, wenn feststeht, daß die eingesetzten Mittel in keinem angemessenen Verhältnis zum verfolgten Zweck stehen.

B.5.3. Der Hof stellt fest, daß die beanstandeten Maßnahmen im Rahmen einer allgemeinen Umstrukturierung der Polizeidienste ergangen sind, daß sie zu einer Gesamtheit von Maßnahmen gehören und daß die Ruhestandsversetzung aufgrund der objektiven Kriterien des Alters der Betroffenen und ihrer Dienstanciennität beschlossen worden ist.

Wie vom Kläger eingeräumt wird (A.3.2), steht es dem Gesetzgeber zu, zu beurteilen, inwieweit die Herabsetzung des Durchschnittsalters der Angehörigen eines Polizeikorps wünschenswert ist; es obliegt dem Gesetzgeber, zu beurteilen, welche Maßnahmen zu ergreifen sind, «um die Gerichtspolizei zur Vorbereitung auf ihren Übergang in die Föderalpolizei zu modernisieren» (Parl. Dok., Kammer, 1997-1998, Nr. 1676/1, S. 117).

Der Hof würde seine Beurteilung an die Stelle derjenigen einer demokratisch gewählten Versammlung setzen, wenn er eine Entscheidung, einen bestimmten öffentlichen Dienst rascher oder weniger rasch als andere zu modernisieren, tadeln würde oder wenn er jene Maßnahmen mißbilligen würde, die der Gesetzgeber ergriffen hat, um diese Entscheidung zur Durchführung zu bringen. Hinsichtlich einer derart weitgehenden Reform wie derjenigen, die

im Gesetz vom 7. Dezember 1998 vorgesehen ist, kann man davon ausgehen, daß im Hinblick darauf, die Einheitlichkeit der Rechtsposition der Beamten, die ein und demselben Korps angehören, zu verwirklichen (Artikel 119 des vorgenannten Gesetzes), der Gesetzgeber Maßnahmen ergreift, um die unterschiedlichen Regelungen, die auf die betroffenen Beamten anwendbar sind, zu harmonisieren, und daß diese Harmonisierung progressiv verläuft (ebenda, S. 8).

B.5.4. Solche Maßnahmen dürfen allerdings keine Behandlungsunterschiede hervorrufen, die nicht auf einem objektiven Kriterium beruhen würden oder nicht relevant bzw. nicht verhältnismäßig wären.

B.5.5. In dieser Hinsicht wird der Behandlungsunterschied zwischen den Gerichtsoffizieren und -beamten, die im Alter von sechzig Jahren von Amts wegen in den Ruhestand versetzt werden, und den Brigadekommissaren, die sich dieser Maßnahme entziehen, durch den Umstand gerechtfertigt, daß - auch wenn infolge des Umstands des Verschwindens der Landpolizei die Brigadekommissare den Auftrag der Betreuung, Unterstützung und Inspektion derselben verlieren - durch ihre Funktionen als spezialisierte Mitarbeiter, die sie bei den Provinzgouverneuren in Sicherheitsangelegenheiten ausüben, sie damit beauftragt werden, eine Rolle als Vermittlungsbeamter beim Gouverneur zu übernehmen, der eine allgemeine Zuständigkeit im Bereich der Aufrechterhaltung der öffentlichen Ordnung sowie bestimmte Zuständigkeiten im Bereich der Waffen, Privataufseher und Jagdaufseher innehat (ebenda, SS. 111 und 112).

B.5.6. Artikel 260 Absatz 1 des Gesetzes vom 7. Dezember 1998 hingegen schafft einen Behandlungsunterschied zwischen den Gerichtsoffizieren und -beamten im Sinne von Artikel 245 dieses Gesetzes und den Beamten der Gemeindepolizei im Sinne von Artikel 237, indem er die Maßnahme der zwangsweisen Ruhestandsversetzung der ersteren, die durch Artikel 245 vorgeschrieben wird, ab der Veröffentlichung des Gesetzes wirksam werden läßt, wohingegen die ähnliche Maßnahme, die gemäß den Artikeln 237, 248 und 260 Absatz 5 auf letztere anwendbar ist, erst innerhalb einer Frist von mehreren Monaten, ja sogar mehreren Jahren in Kraft treten wird.

Es ist nicht unbedingt unvernünftig, daß unterschiedliche Bestimmungen ein und desselben Gesetzes zu einem jeweils anderen Zeitpunkt in Kraft treten, aber weder aus den Vorarbeiten zum angefochtenen Gesetz noch aus den Verfahrensakten, in die der Hof Einsicht hat nehmen können, noch aus den auf der Sitzung erteilten Antworten auf die vom Hof gestellten Fragen, die sich eben darauf bezogen, ob die Notwendigkeit, die Maßnahme der zwangsweisen Pensionierung bereits vom Inkrafttreten des Gesetzes an wirksam werden zu lassen, im Falle der in der angefochtenen Bestimmung ins Auge gefaßten Gerichtsoffiziere und -beamten festgestellt worden wäre, nicht aber im Falle der Mitglieder der Gemeindepolizei, wird im vorliegenden Fall ersichtlich, warum die vorgenannte Maßnahme rascher auf die einen Anwendung finden sollte als auf die anderen. Durch den Hinweis auf Artikel 245 des angefochtenen Gesetzes scheint Artikel 260 Absatz 1 dieses Gesetzes deshalb - in dieser Phase des Verfahrens - nicht den Anforderungen der Artikel 10 und 11 der Verfassung zu genügen.

Der Klagegrund ist somit ernsthaft im Sinne von Artikel 20 Nr. 1 des Sondergesetzes über den Schiedshof. Es erübrigt sich also in dieser Phase des Verfahrens zu prüfen, ob die anderen Beschwerdegründe ernsthaft sind.

Hinsichtlich des schwerlich wiedergutzumachenden ernsthaften Nachteils

B.6.1. Der Kläger beruft sich an erster Stelle auf den mit seiner frühzeitigen Pensionierung verbundenen finanziellen Nachteil.

Im Falle der Nichtigerklärung der angefochtenen Bestimmungen könnte der finanzielle Nachteil jedoch wiedergutmacht werden. Der vom Kläger angeführte finanzielle Nachteil beinhaltet also nicht das Risiko eines schwerlich wiedergutzumachenden ernsthaften Nachteils.

B.6.2. Der Kläger weist außerdem auf eine Antastung seines immateriellen Interesses hin, indem diese Pensionierung ihm die Autorität entziehen würde, die erforderlich wäre, damit er sein Amt, und sei es durch Gleichwertigkeit, nach der Nichtigerklärung der angefochtenen Bestimmungen wiederaufnehmen könnte, während seine Stelle mittlerweile bereits vergeben sein könnte.

Der Umstand, daß diejenigen, die aus einem öffentlichen Amt entfernt werden, die Entscheidung anfechten, durch welche ihnen dieses Amt entzogen wird, kann die für den öffentlichen Dienst zuständige Behörde nicht daran hindern, diese Stelle zu besetzen, ehe der Streitfall gelöst worden ist.

Im vorliegenden Fall ist es aufgrund der Art der Stellung, die der Kläger innegehabt hat, und wegen des Verantwortungsniveaus, durch das sie gekennzeichnet wird, unwahrscheinlich, daß ihm im Falle der Nichtigerklärung, ohne daß dieser eine einstweilige Aufhebung vorausgeht, erneut eine gleichwertige Stelle gegeben werden kann. Außerdem, ohne Rücksicht auf die Tatsache, daß mit der kritisierten Maßnahme keinerlei Milderung finanzieller Art verbunden ist, wird das Risiko eines immateriellen Nachteils, welches sich aus der unmittelbaren Durchführung der Maßnahme ergibt, noch vergrößert durch die öffentliche Erklärung, der zufolge die Betroffenen unter den heutigen Umständen Gefahr liefen, nicht mehr ausreichend motiviert zu sein und nicht mehr über die erforderliche Anpassungsfähigkeit zu verfügen (Parl. Dok., Kammer, 1997-1998, Nr. 1676/8, S. 116). Dem gegenüber wird, was die Gemeindepolizei betrifft, in der Begründung betont, daß es keineswegs die Absicht der Föderalbehörde sei, die Arbeit zu kritisieren, welche durch ältere Polizeibeamte geleistet worden sei bzw. geleistet werde, und daß die zwangsweise Pensionierung nicht auf den Willen zurückzuführen sein dürfe, bestimmte Polizeibeamte zu entfernen, und keineswegs als Vorwand gelten dürfe, um einen Polizeibeamten zu bestrafen (Parl. Dok., Kammer, 1997-1998, nr. 1676/1, S. 115). Unter Berücksichtigung der Tatsache, daß jeder pflichtsbewußte Diener des Staates seine Aufgabe gewissenhaft erfüllt, auch wenn diese darin besteht, eine Zukunft vorzubereiten, wo er bereits pensioniert sein wird, gibt die geringe Anzahl der Beamten, auf die solche Äußerungen sich beziehen, zu bedenken, daß damit ganz bestimmte Personen ins Auge gefaßt werden.

B.7. Die beiden Voraussetzungen für die einstweilige Aufhebung sind erfüllt.

Aus diesen Gründen:

Der Hof

hebt Artikel 260 Absatz 1 des Gesetzes vom 7. Dezember 1998 zur Organisation eines zweigliedrigen integrierten Polizeidienstes, soweit er sich auf Artikel 245 dieses Gesetzes bezieht, einstweilig auf.

Verkündet in französischer, niederländischer und deutscher Sprache, gemäß Artikel 65 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof, in der öffentlichen Sitzung vom 10. März 1999.

Der Kanzler,
L. Potoms.

Der Vorsitzende,
M. Melchior.